

**COMITE PREPARATOIRE DE
L'ORGANISATION MONDIALE
DU COMMERCE**

RESTRICTED

PC/IPL/M/6

21 octobre 1994

(94-2135)

**SOUS-COMITÉ DES QUESTIONS INSTITUTIONNELLES,
PROCÉDURALES ET JURIDIQUES**

COMPTE RENDU DE LA REUNION TENUE LE 7 OCTOBRE 1994

1. Le Sous-Comité des questions institutionnelles, procédurales et juridiques a tenu sa sixième réunion le 7 octobre 1994 sous la présidence de M. K. Kesavapany (Singapour).

A. Paragraphe 8 b) ii) de la Décision établissant le Comité préparatoire

i) Mandat des organes de l'OMC

2. Le Président a dit que, d'après ce qu'il savait, les travaux concernant les mandats des Comités des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements, du budget, des finances et de l'administration, et du commerce et du développement de l'OMC entrepris dans les Comités du GATT existant en la matière étaient presque achevés et que les mandats proposés seraient soumis prochainement au Sous-Comité pour examen.

3. Le Sous-Comité a pris note de cette information.

4. S'agissant du mandat du Comité de l'agriculture de l'OMC, le Président a dit que l'on était parvenu à un accord sur le texte ci-après au Groupe de contact sur l'agriculture: "Le Comité supervisera la mise en oeuvre de l'Accord sur l'agriculture. Le Comité donnera aux membres la possibilité de procéder à des consultations sur toute question concernant la mise en oeuvre des dispositions de l'Accord."

5. Le représentant de l'Australie a dit que la question du mandat du Comité de l'agriculture aurait dû être réglée au cours des négociations du Cycle d'Uruguay car, du fait que l'on avait cherché à la régler plus récemment, certains avaient craint que l'on ne veuille rouvrir les négociations ou élargir la portée de l'Accord sur l'agriculture. Toutefois, ces craintes avaient été dissipées au cours des consultations et l'on était maintenant parvenu à un accord sur le texte dont le Président avait donné lecture. Ce texte levait les ambiguïtés qui seraient demeurées si un mandat précis n'avait pas été arrêté et donnait confiance à tous les participants à l'Accord, qui étaient ainsi assurés que les travaux du Comité de l'agriculture démarreraient sur des bases solides et pratiques.

6. Le représentant des Communautés européennes a fait part de sa satisfaction concernant l'accord qui s'était fait sur ce texte et l'esprit général qui avait régné à cette occasion. Il espérait que la confiance dont avait parlé le représentant de l'Australie continuerait de prévaloir au cours des mois à venir lorsque l'Accord sur l'agriculture prendrait effet.

7. Le représentant du Japon a souscrit à la déclaration de l'Australie et l'a appuyée. Sa délégation s'associait au consensus, étant entendu que le mandat ne rouvrirait pas les négociations, ni ne modifiait en aucune manière le texte de l'Accord sur l'agriculture.

8. Le représentant de l'Egypte a dit que sa délégation se félicitait du consensus qui s'était dégagé au sujet du texte lu par le Président, mais qu'elle souhaitait proposer une petite modification en vertu de laquelle la dernière partie de la première phrase se lirait comme suit: "... la mise en oeuvre des dispositions de l'Accord sur l'agriculture et des Décisions connexes", et, dans la deuxième phrase, les mots "des dispositions de l'Accord" seraient remplacés par "de ces dispositions". De l'avis de sa délégation, il s'agissait d'une modification mineure qui rendrait le mandat plus clair et il a signalé que la Décision ministérielle "connexe" était mentionnée à l'article 16 de l'Accord sur l'agriculture.

9. Le Président a demandé si l'Australie, qui s'était exprimée en premier sur cette question, souhaitait formuler des observations au sujet de la proposition de l'Egypte.

10. Le représentant de l'Australie a dit que le Président avait chargé le Groupe de contact sur l'agriculture de parvenir à un accord sur cette question et que le Groupe de contact s'était mis d'accord sur le texte dont le Président avait donné lecture précédemment.

11. Le Président a demandé si l'Egypte considérait que la modification qu'elle avait proposée était absolument nécessaire.

12. Le représentant de l'Egypte a dit que sa délégation ne voulait pas s'opposer à un consensus sur le texte qui avait déjà été approuvé au Groupe de contact. Toutefois, si sa délégation n'insistait pas pour que l'on ajoute les mots "et des Décisions connexes" à la fin de la première phrase, elle souhaitait qu'il soit fait référence dans cette phrase à la mise en oeuvre des "dispositions" de l'Accord sur l'agriculture.

13. Le représentant de l'Argentine a dit que tous les pays qui le souhaitaient avaient eu largement la possibilité de participer au débat sur le mandat du Comité de l'agriculture. Cinquante-six pays, dont l'Egypte, avaient été invités la veille à une réunion du Groupe de contact, au cours de laquelle un consensus s'était dégagé au sujet du texte lu par le Président. Pour de nombreuses délégations, et en particulier celle de l'intervenant, ce consensus avait supposé des sacrifices extrêmement importants. La délégation de l'Argentine ne pouvait donc accepter aucune modification du texte. Toutefois, si le Président le souhaitait, le débat sur cette question pourrait être suspendu brièvement pour permettre à la délégation de l'intervenant, avec quelques autres, d'examiner cette question avec l'Egypte à titre informel.

14. Le Président a dit qu'il espérait que la question pourrait être réglée sans qu'il soit nécessaire de suspendre le débat. A son avis, les mots "l'Accord sur l'agriculture" à la fin de la première phrase couvraient clairement toutes les dispositions de l'Accord et il serait donc superflu de parler des "dispositions de l'Accord". En conséquence, il demandait instamment à l'Egypte de reconsidérer sa proposition.

15. La représentante de l'Egypte a dit que la réunion du Groupe de contact au cours de laquelle on était apparemment parvenu à un consensus sur ce texte n'avait duré que dix minutes et que sa délégation n'avait pas eu la possibilité d'y assister. De l'avis de sa délégation, l'adjonction des mots "des dispositions de l'Accord sur l'agriculture et des Décisions ministérielles connexes" indiquerait plus clairement que la Décision concernant les pays importateurs nets de produits alimentaires, dont faisait partie son pays, était incorporée dans le mandat. Le mot "dispositions" était destiné à faire référence à l'article 16 de l'Accord sur l'agriculture, aux termes duquel le Comité devait surveiller la suite donnée à la Décision ministérielle sur les pays importateurs nets de produits alimentaires.

16. Le Président a dit que les mots "l'Accord" étaient destinés à faire référence à l'ensemble de l'Accord sur l'agriculture, y compris l'article 16, qui faisait lui-même référence à la suite donnée à

la Décision sur les pays importateurs nets de produits alimentaires. Il ne lui paraissait donc pas nécessaire d'y faire référence expressément.

17. Le représentant du Maroc a dit que l'Egypte avait soulevé un point important au sujet des pays importateurs nets de produits alimentaires. Selon son interprétation, la Décision ministérielle concernant les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires faisait partie intégrante de l'Accord sur l'agriculture. Si cette interprétation était confirmée, le texte lu par le Président devrait être clairement acceptable.

18. Le Président a dit qu'il pouvait confirmer que, aux fins du mandat, la Décision ministérielle faisait partie intégrante de l'Accord sur l'agriculture eu égard à l'article 16 dudit accord.

19. Le représentant de la Corée a dit que sa délégation s'associait au consensus concernant le mandat, étant entendu que celui-ci ne conduisait en aucune manière à la réouverture des négociations relatives à l'Accord sur l'agriculture.

20. Le représentant du Pérou a dit que, pour sortir de l'impasse, l'interprétation du Président, selon laquelle le Comité de l'agriculture s'occuperait aussi de la Décision sur les pays importateurs nets de produits alimentaires, entre autres Décisions, pourrait être incluse formellement dans la décision du Sous-Comité à ce sujet, sans aucune modification du mandat proprement dit.

21. Le Président a demandé si l'Egypte serait prête à s'associer au consensus au sujet du texte proposé s'il était consigné dans le compte rendu qu'il confirmait que les mots "Accord sur l'agriculture" figurant dans le texte incluaient les dispositions de l'article 16 de l'Accord sur l'agriculture.

22. Le représentant de l'Egypte a répondu par l'affirmative.

23. Le Président a proposé que le mandat ci-après du Comité de l'agriculture de l'OMC soit approuvé et qu'il soit consigné dans le compte rendu qu'il confirmait que "l'Accord sur l'agriculture" mentionné dans le mandat incluait les dispositions de l'article 16 de l'Accord sur l'agriculture: "Le Comité supervisera la mise en oeuvre de l'Accord sur l'agriculture. Le Comité donnera aux membres la possibilité de procéder à des consultations sur toute question concernant la mise en oeuvre des dispositions de l'Accord." (PC/IPL/1)

24. Le Sous-Comité en est ainsi convenu et a pris note des déclarations.

25. Le Président a rappelé qu'à la réunion du Sous-Comité du 26 septembre, la Communauté avait parlé d'un éventuel Comité de l'accès aux marchés de l'OMC. Il croyait savoir que la Communauté souhaitait aborder cette question à la présente réunion.

26. Le représentant des Communautés européennes a rappelé qu'à la réunion du 26 septembre, sa délégation avait suggéré que le Comité des concessions tarifaires et le Groupe technique des restrictions quantitatives et autres mesures non tarifaires du GATT soient fusionnés dans le cadre de l'OMC en un Comité de l'accès aux marchés. Au cours de cette réunion, et lors de contacts bilatéraux avec plusieurs délégations, la réaction générale avait été positive. Pour accélérer les travaux du Sous-Comité, la délégation de l'intervenant pensait qu'il serait utile de proposer un mandat pour ce nouveau Comité, fondé sur ceux des deux organes du GATT existants. Un texte proposé par la Communauté n'avait été distribué que récemment, à titre informel et en anglais, aux membres du Sous-Comité. Par conséquent, s'il n'était probablement pas opportun d'examiner cette proposition à la présente réunion, la délégation de l'intervenant était néanmoins prête à répondre à toute question ou à fournir tout complément d'information à ce sujet.

27. Le Président a dit que, étant donné que le texte n'était disponible pour le moment qu'en anglais, il demanderait au secrétariat de le traduire dans les autres langues et de le distribuer. Les délégations auraient ensuite suffisamment de temps pour examiner la proposition et peut-être en discuter au sein de petits groupes. Elle pourrait ensuite être examinée à la prochaine réunion du Sous-Comité.

28. Le Sous-Comité a pris note de la déclaration.

29. Le Président, abordant la question des Groupes de contact, a rappelé que le Groupe de contact sur les ADPIC était convenu que, dans un premier temps, le secrétariat dresserait une liste des domaines qui se prêteraient à une coopération entre l'OMC et l'OMPI, notamment en ce qui concerne la notification des législations nationales. A cet égard, il avait été demandé au secrétariat d'établir des contacts informels avec le Secrétariat de l'OMPI en vue de l'élaboration de ce document, sur la base duquel le Groupe de contact examinerait la question de la coopération entre les deux organisations, après quoi des consultations seraient engagées avec l'OMPI, comme le prévoyait l'Accord sur les ADPIC. A la deuxième réunion du Groupe de contact, le 23 septembre, les participants s'étaient de nouveau déclaré fermement partisans de l'établissement de relations étroites, comportant un soutien mutuel, avec l'OMPI et avaient fait part de leur satisfaction générale au sujet des contacts initiaux que le Président et le secrétariat avaient eus avec le Directeur général et les fonctionnaires de l'OMPI. Un échange de vues préliminaire avait eu lieu sur la base des documents établis par le secrétariat à la suite de ces contacts et il avait été convenu que des représentants de l'OMPI devraient être invités, en qualité d'observateurs, à la prochaine réunion du Groupe de contact, étant entendu que cela n'empêcherait pas le Groupe de contact de se réunir également sans la présence d'observateurs s'il le désirait. Conformément aux souhaits du Groupe, le Président avait transmis au Directeur général de l'OMPI un message l'invitant à envoyer des représentants à la prochaine réunion du Groupe de contact.

30. Le Groupe de contact avait eu également un échange de vues préliminaire sur certaines idées concernant la façon dont les consultations entre les deux organisations pourraient être structurées. A cet égard, le Directeur général de l'OMPI avait parlé au Président, à titre informel, de l'éventuel établissement d'un groupe consultatif commun informel ouvert à tout Membre des deux organisations, qui bénéficierait des services des deux secrétariats. Cette question avait été examinée longuement au Groupe de contact, qui avait conclu que la question des consultations conjointes entre les deux organisations devrait être examinée attentivement et qu'il serait prématuré de se lancer dans cette voie à ce stade. Une copie de la lettre adressée par le Président au Directeur général de l'OMPI à ce sujet avait été distribuée à tous les membres du Groupe de contact.

31. La question des relations avec l'OMC avait également été examinée par l'OMPI au cours des réunions de ses organes directeurs qui s'étaient terminées au début de la semaine et auxquelles le GATT avait assisté en qualité d'observateur. Les organes directeurs avaient déclaré que l'OMPI désirait également instaurer un soutien mutuel entre elle-même et l'OMC. A cette fin, ils étaient convenus de créer un groupe de travail *ad hoc* ouvert à tous les Membres de l'OMPI et chargé de conseiller le Directeur général, et de coopérer avec lui, dans ses relations avec les organes compétents du GATT/OMC, d'examiner les questions concernant une coopération possible entre les deux organisations et d'étudier la création d'un groupe *ad hoc* commun officieux de consultation sur toutes les questions concernant une coopération possible. Si l'OMPI avait pris certaines dispositions en la matière, le Groupe de contact pensait qu'il faudrait les prendre dûment en considération et se prononcer au moment opportun.

32. M. Lundby (Norvège), Coordinateur du Groupe de contact sur les mesures antidumping, les subventions et les sauvegardes, a dit que le Groupe de contact avait pour tâche d'examiner les questions au sujet desquelles des décisions devraient être prises avant l'entrée en vigueur des Accords concernant chacun de ces sujets afin d'assurer leur bon fonctionnement. Le Groupe avait tenu récemment deux réunions et deux autres étaient prévues pour les 11 et 27 octobre, respectivement, conjointement à la réunion ordinaire du Comité des subventions. Le Groupe avait axé ses travaux, jusqu'à présent,

sur les notifications des "subventions vertes" en vue d'identifier les éléments qu'il était nécessaire d'inclure dans un modèle de notification, et avait examiné de manière approfondie la question de l'équilibre approprié entre la nécessité de fournir des détails suffisants, d'une part, et la nécessité d'avoir un mécanisme viable, d'autre part. Une autre réunion serait consacrée à cette tâche, après quoi le secrétariat élaborerait un premier projet de modèle possible. Le Groupe de contact examinerait aussi ultérieurement d'autres questions prioritaires ayant trait à l'Accord sur les subventions, concernant à la fois les notifications et les procédures d'arbitrage, conformément à l'article 8:5. Suivant le temps dont il disposerait, il examinerait également des questions relatives aux Accords sur les sauvegardes et sur les mesures antidumping pour lesquelles il serait préférable de prendre des décisions avant l'entrée en fonction de l'OMC.

33. Le représentant des Etats-Unis a dit que, aux deux précédentes réunions du Groupe de contact sur l'agriculture, son pays et plusieurs autres avaient soulevé la question de la présentation de rapports par les entreprises commerciales d'Etat. Ils craignaient que, si la transparence n'était pas suffisante, il soit impossible de vérifier que les entreprises commerciales d'Etat respectaient les disciplines en matière de subventions à l'exportation énoncées dans l'Accord sur l'agriculture. Le Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XVII inclus dans l'Accord du Cycle d'Uruguay contenait aussi des prescriptions renforcées pour l'établissement des rapports concernant les entreprises commerciales d'Etat et prévoyait la création d'un groupe de travail pour examiner les notifications et contre-notifications sur les activités relevant du commerce d'Etat. Plusieurs pays avaient dit que le Sous-Comité serait l'instance où ils pourraient le mieux défendre leurs intérêts, et les Etats-Unis étaient d'accord car le commerce d'Etat ne concernait pas uniquement le secteur de l'agriculture. Ce pays pensait que les lignes directrices relatives aux notifications qui figuraient dans le Mémoire d'accord étaient suffisamment générales pour répondre à ses préoccupations. Toutefois, il souhaitait qu'elles soient plus précises, en particulier en ce qui concernait les notifications sur les prix. Il était essentiel de prévoir une surveillance adéquate des activités des entreprises commerciales d'Etat, question qui deviendrait encore plus critique à l'avenir, lorsque accèderaient à l'OMC des pays qui avaient largement recours au commerce d'Etat. Les Etats-Unis estimaient que ce type de précision serait nécessaire très rapidement après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC et qu'il serait très utile pour le groupe de travail établi dans le cadre de l'Accord sur l'OMC qu'une discussion préparatoire ait eu lieu. Ils invitaient donc le Président à demander au Groupe de contact sur les règles d'examiner cette question sans tarder et souhaitaient qu'un débat approfondi ait lieu dans cette enceinte au sujet des procédures de notification, de la façon de présenter les notifications et du fonctionnement du groupe de travail sur le commerce d'Etat.

34. Le représentant du Canada a dit que sa délégation jugeait suffisantes les procédures énoncées dans le Mémoire d'accord sur l'article XVII et qu'elle ne voyait pas la nécessité de revoir, avant l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, ce qui était déjà une procédure adéquate. Le mandat du groupe de travail sur le commerce d'Etat était assez général pour que celui-ci puisse procéder à un examen approfondi de toutes les obligations existant en matière de notification qui incombaient aux Membres en vertu des accords figurants à l'Annexe 1A de l'Accord sur l'OMC, en vue de simplifier, de normaliser et de regrouper ces obligations autant que cela serait possible, d'en améliorer l'exécution et d'accroître la transparence. Le Canada ne voyait donc pas pourquoi il faudrait soulever cette question dans le cadre d'un groupe de contact qui était déjà bien assez occupé.

35. Le représentant de l'Argentine a appuyé la proposition des Etats-Unis. Son pays estimait que des progrès devaient être faits dans l'élaboration de lignes directrices détaillées sur les divers aspects du Mémoire d'accord sur l'article XVII.

36. Le représentant du Japon a dit qu'il appuyait la proposition des Etats-Unis.

37. Le représentant de l'Australie a dit que sa délégation ne voyait aucun inconvénient à débattre des procédures de notification prévues par le Mémorandum d'accord sur l'article XVII et à les maintenir constamment à l'examen. Toutefois, comme les Etats-Unis l'avaient eux-mêmes déclaré, le Mémorandum d'accord prévoyait sa propre procédure d'examen interne pour déterminer si les arrangements en matière de notification qui y étaient énoncés étaient efficaces et acceptables. Il y avait aussi une Décision ministérielle distincte sur les procédures de notification, en vertu de laquelle toutes les procédures prévues par les Accords commerciaux multilatéraux de l'OMC seraient maintenues à l'étude. Dans ce contexte, il fallait penser que le Sous-Comité avait beaucoup à faire dans un délai très bref. L'Australie pensait, comme beaucoup d'autres, qu'il devrait se consacrer aux travaux qu'il fallait achever pour que l'Accord sur l'OMC et les Accords commerciaux multilatéraux puissent entrer en vigueur dans de bonnes conditions. Elle estimait que des procédures précises avaient été prévues pour l'examen des procédures de notification au titre de l'article XVII, lequel aurait lieu après l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, et elle ne voyait pas ce que l'on pourrait faire de plus d'ici là.

38. Le représentant des Communautés européennes a dit que la proposition des Etats-Unis méritait d'être examinée.

39. Le Président a noté que la majorité des participants étaient favorables à ce qu'un débat ait lieu sur la question au Groupe de contact sur les règles et il a demandé si le Canada souhaitait revoir sa position compte tenu de cet élément.

40. Le représentant du Canada a dit que sa délégation continuait de penser que le Mémorandum d'accord sur l'article XVII et la Décision ministérielle sur les procédures de notification répondaient parfaitement aux besoins identifiés par les Etats-Unis. Le Canada ne voyait pas l'utilité d'examiner cette question maintenant puisqu'un groupe de travail le ferait après l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC.

41. Le Président a suggéré que le Sous-Comité revienne sur cette question à une date ultérieure. Dans l'intervalle, il tiendrait des consultations avec les Etats-Unis et le Canada.

42. Le Sous-Comité a pris note des déclarations.

ii) Règlements intérieurs des organes de l'OMC

43. Le Président a rappelé qu'à la réunion du Sous-Comité du 26 septembre les délégations avaient été invitées à présenter des contributions par écrit au sujet des projets de règlement intérieur de la Conférence ministérielle et du Conseil général. Comme il l'avait alors indiqué, on examinerait la nécessité de créer un comité de rédaction en fonction des contributions reçues. Le secrétariat consultait actuellement les diverses délégations qui avaient présenté des propositions en vue de résoudre d'éventuels conflits et il espérait pouvoir établir une version révisée des projets de texte la semaine suivante. Le Président ne jugeait donc pas nécessaire de créer un groupe de rédaction pour le moment et il a suggéré que le Sous-Comité examine les textes révisés à sa réunion suivante de manière à achever les travaux concernant cette partie de son mandat. Si d'autres délégations souhaitaient contribuer à ce processus, elles étaient les bienvenues.

44. Le Sous-Comité a pris note des déclarations.

B. Paragraphe 8 b) iii) de la Décision établissant le Comité préparatoire

i) Arrangements en vue d'une coopération efficace avec d'autres organisations intergouvernementales

45. Le Président a dit qu'il souhaitait remettre à une réunion ultérieure, si nécessaire, l'examen de la question des relations de l'OMC avec l'Organisation des Nations Unies. Pour ce qui était des relations avec le FMI et la Banque mondiale, il a rappelé que, à une réunion informelle que le Sous-Comité avait tenue le jour précédent, le Directeur général avait fait rapport sur ses premiers contacts avec les chefs de secrétariat de ces deux organisations. A cette réunion, le secrétariat avait été invité à établir un document énumérant les arrangements qui devraient être mis en place avec ces organisations pour le 1er janvier 1995. Pour autant que le Président sache, ce document serait disponible une dizaine de jours plus tard. Il avait été suggéré qu'une fois le document prêt un représentant des PARTIES CONTRACTANTES ainsi qu'un haut fonctionnaire du secrétariat se rendent dans ces organisations pour examiner les questions soulevées. L'élaboration d'un projet de texte sur ces arrangements pourrait alors commencer sur la base des résultats obtenus et après d'autres consultations. S'agissant des relations fonctionnelles avec les autres organisations qui avaient été mentionnées aux précédentes réunions du Sous-Comité, le Président attendait avec intérêt les contributions des délégations.

46. Le Sous-Comité a pris note de la déclaration.

ii) Statut d'observateur des organisations internationales

47. Le Président a suggéré que le secrétariat revise le document n° 2035 en fonction des débats qui avaient eu lieu à la réunion du 26 septembre et de toute autre suggestion que les délégations pourraient faire à la réunion en cours. Le Sous-Comité devrait aussi envisager de mettre au point des lignes directrices distinctes sur le statut d'observateur des gouvernements, en se fondant sur celles que suivaient actuellement les PARTIES CONTRACTANTES du GATT de 1947. Il faudrait au minimum adapter la formulation de ces lignes directrices pour qu'elles puissent s'appliquer à l'OMC. Les deux ensembles de lignes directrices seraient nécessaires pour mettre au point définitivement les règlements intérieurs actuellement envisagés pour la Conférence ministérielle et le Conseil général.

48. Le représentant du Canada a dit que sa délégation avait des observations à faire sur les lignes directrices figurant dans le document n° 2035 et qu'il les présenterait par écrit au secrétariat de manière à ne pas faire perdre de temps au Sous-Comité.

49. Le Sous-Comité a pris note des déclarations.

C. Arrangements transitoires

50. Le Président a souligné qu'il était important et urgent d'arriver à un accord sur le type d'arrangements qui seraient nécessaires, car le Comité préparatoire devrait présenter une recommandation sur ce point à la session extraordinaire des PARTIES CONTRACTANTES du GATT de 1947 qui aurait lieu à l'occasion de la Conférence de mise en oeuvre. Il continuait d'avoir des contacts plurilatéraux à ce sujet et se proposait de poursuivre ce processus dans les semaines à venir.

51. Le Sous-Comité a pris note de la déclaration.

D. Paragraphe 8 c) iv) de la Décision établissant le Comité préparatoire (Composition de l'Organe de supervision des textiles)

52. Le Président a rappelé qu'à sa réunion du 26 septembre le Sous-Comité avait établi un Groupe de contact sur les textiles. Il avait indiqué à cette réunion qu'il allait procéder à des consultations au sujet de la présidence du Groupe. A l'issue de ces consultations, il pouvait annoncer que M. M. Al-Fattah (Egypte) avait accepté d'assumer les fonctions de président.

53. Le Sous-Comité a pris note de cette information.

E. Arrangements concernant les procédures d'examen prévues dans l'Accord sur l'inspection avant expédition

54. Le Président a appelé l'attention des délégations sur une note d'information établie par le secrétariat au sujet de la mise en oeuvre de l'article 4 de l'Accord sur l'inspection avant expédition (PC/IPL/W/8). Comme il était indiqué dans cette note, l'article 4 de l'Accord assignait un rôle à deux organisations privées représentant respectivement les entités d'inspection avant expédition et les exportateurs, mais ces organisations n'étaient pas expressément désignées dans l'Accord. Cependant, toutes les délégations savaient que, pendant les négociations sur l'Accord, la Fédération internationale des sociétés d'inspection (IFIA) et la Chambre de commerce internationale (CCI) s'étaient déclaré disposées à assumer ces responsabilités pour les années à venir, ce que les négociateurs avaient accepté sans qu'il y ait un arrangement formel. L'IFIA et la CCI préparaient activement la mise en place de l'entité indépendante qui administrerait les procédures d'examen. Il semblait donc nécessaire de formaliser l'arrangement d'une façon ou d'une autre, par exemple par un échange de lettres entre ces organisations et l'OMC, et de le faire aussitôt que possible puisque l'entité indépendante devrait être opérationnelle dès l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC.

55. L'entité indépendante serait établie en vertu de l'article 4 de l'Accord et bénéficierait des mêmes privilèges et immunités que ceux qui seraient accordés aux autres organes de l'OMC au titre de l'article VIII de l'Accord sur l'OMC. Etant donné le cas spécial de cette entité, qui était constituée par des organisations privées, il semblait nécessaire de le confirmer également dans un échange de lettres entre l'OMC d'une part et la CCI et l'IFIA d'autre part. Il convenait de souligner que la confirmation du statut de l'entité indépendante dans le cadre de l'OMC n'aurait pas d'incidences budgétaires pour celle-ci. La CCI et l'IFIA avaient accepté au cours des négociations la formule que les participants souhaitaient retenir, à savoir que, puisque l'on s'attendait généralement à ce que le nombre d'affaires qui seraient soumises à l'entité indépendante ne soit pas très élevé, l'entité serait financée conjointement par la CCI et l'IFIA et la situation pourrait être réexaminée après une période d'essai de deux ans; en conséquence, la CCI et l'IFIA avaient commencé à préparer la mise en oeuvre des procédures d'examen indépendant. Conformément à l'article 4 g) de l'Accord, les groupes spéciaux chargés des examens indépendants répartiraient les frais que ceux-ci entraînaient entre les parties aux différends selon les particularités de chaque affaire. Compte tenu de ces considérations, le Président a proposé que le Sous-Comité demande au secrétariat d'élaborer, en consultation avec les délégations intéressées et avec l'IFIA et la CCI, un avant-projet pour formaliser, par écrit, le statut de la CCI, de l'IFIA et de l'entité indépendante, et de le lui soumettre pour examen.

56. Le représentant du Canada a fait remarquer que les délégations n'avaient reçu que depuis peu la note du secrétariat. Etant donné que l'entité indépendante bénéficierait des mêmes privilèges et immunités que ceux qui seraient accordés aux autres organes de l'OMC, l'avant-projet que le secrétariat allait établir devrait préciser à quoi cela s'appliquerait.

57. Le Président a reconnu que la question venait seulement d'être portée à l'attention des membres, et a dit qu'ils avaient toute latitude de l'examiner plus longuement s'ils le désiraient. Il avait simplement

voulu mettre le processus en marche à la réunion en cours. Il était certain que le secrétariat, en procédant à ses consultations, contacterait autant de délégations intéressées qu'il le pourrait.

58. Le représentant du Japon a fait savoir que sa délégation s'intéressait à la question, en particulier du point de vue des privilèges et immunités. Le Japon considérait que l'entité indépendante et ce qui était visé par l'article VIII de l'Accord sur l'OMC étaient deux choses différentes, et il souhaitait qu'un débat approfondi ait lieu sur ce point.

59. Le Président a dit qu'une fois que le secrétariat aurait achevé ses consultations, l'avant-projet qui en résulterait serait soumis au Sous-Comité pour examen. Un débat approfondi pourrait alors avoir lieu.

60. Le Sous-Comité a pris note des déclarations et est convenu que le secrétariat serait invité à élaborer, en consultation avec les délégations intéressées et avec l'IFIA et la CCI, un avant-projet pour formaliser, par écrit, le statut de la CCI, de l'IFIA et de l'entité indépendante, qui serait soumis au Sous-Comité pour examen.

F. Questions concernant l'Organe d'appel permanent

61. Le Président a dit qu'il désirait appeler l'attention des délégations sur certaines questions relatives à l'Organe d'appel permanent que le Sous-Comité devrait examiner sous peu. S'il était vrai qu'il se passerait un certain temps avant que l'Organe d'appel n'entre en activité dans le cadre de l'OMC, certaines questions devaient être d'ores et déjà examinées afin que l'on puisse prendre cette année encore les décisions nécessaires, par exemple sur les incidences budgétaires. Ces questions concernaient, entre autres choses, le profil des sept personnes qui seraient désignées pour faire partie de cet organe - en ce sens qu'il faudrait déterminer s'il devait s'agir de purs juristes ou de juristes connaissant les questions commerciales - le type de poste - permanent ou à mi-temps -, le lieu où ces personnes devraient s'installer - à Genève ou ailleurs et, si c'était à Genève, dans le même bâtiment que le Secrétariat ou non - ainsi que le type et la quantité de personnel de soutien dont elles auraient besoin. Le Président souhaitait simplement soulever ces questions à la réunion en cours afin que les délégations y réfléchissent. Il se proposait d'y revenir à la réunion suivante.

62. Le représentant de la Norvège, prenant la parole au nom des pays nordiques, s'est félicité que le Président ait soulevé cette question. Suivant la qualité et le niveau des personnes qui seraient désignées pour faire partie de l'Organe d'appel, il ne s'agirait pas simplement d'une question de choix, mais aussi de la possibilité, pour ces personnes, de se libérer de leurs autres engagements, ce qui pourrait demander un certain temps. Il vaudrait donc mieux aborder la question au plus tôt. Quant au profil des candidats, il était plus ou moins indiqué dans l'article 17:3 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, qui précisait aussi que ces personnes devaient être "disponibles à tout moment et à bref délai". Quant à leur indépendance, les pays nordiques pensaient à première vue que l'Organe d'appel ne devrait pas être composé des mêmes personnes que le groupe spécial chargé d'un différend donné.

63. Le Sous-Comité a pris note des déclarations.